

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX — N° 47 — VENDREDI 16 octobre 2009

## LE MERLE MOQUEUR

Jean Sarkozy porte le nom de son père, lequel, dans l'affaire Clearstream, ne porte pas le nom de son père. Etonnant, non? ●

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

LA FASE débat :  
→ Régionales,  
éléments de discussion

Monde :  
→ Mr le Président,  
je vous fais une lettre

A Lire :  
→ Autour de deux articles du  
Monde diplo

## AGENDA

20/10/09 : Paris : Développement  
ou émancipation - Espace Marx -  
JP Sagot-Duvaouroux

23/10/09 : Saint-Paul le jeune (07),  
concert : les Ogres de Barback  
s'engagent aux côtés des militants  
de la désobéissance civile

24/10/09 : Niort (79) 9h à 13h.  
Tables rondes organisées par la  
FASE de Poitou-Charente

24/10/09 : Marseille, 14h-20h, For-  
um de la gauche de transforma-  
tion sociale et alternative

24/10/09 : Paris 6 heures pour le  
climat et la justice sociale

## Rupture démocratique face à l'opacité nucléaire !

D'abord, le titre du documentaire passé sur Arte ce mardi : *Déchets, le cauchemar du nucléaire*. Bien choisi, car les déchets sont bel et bien un des talons d'Achille du nucléaire, à côté du risque d'accident. Avec cette question de fond : peut-on, ou pas, léguer aux futures générations des déchets dangereux, d'une durée de vie allant pour certains jusqu'à plusieurs milliers d'années ?

De longue date, les uns estiment que les incertitudes sur la capacité de la recherche à trouver des solutions sont rédhibitoires ; d'autres pensent raisonnable de miser sur des avancées permettant de limiter considérablement la production et la nocivité des déchets et à termes de les retraiter entièrement. Les premiers dénoncent l'irresponsabilité des « nucléocrates » tandis que les autres mettent en garde contre la diabolisation et la manipulation par la peur. La passion est telle qu'il est parfois impossible de faire entendre une autre musique.

Une autre musique réfuterait d'abord un débat centré exclusivement sur le nucléaire pour évoquer les besoins énergétiques des sociétés - tout en passant la notion de besoin au crible de la critique du productivisme et du consumérisme - et pour critiquer la religion de la croissance à tout prix. Elle évoquerait le nucléaire parmi d'autres énergies qui ont aussi des effets sur l'environnement, en particulier sur le réchauffement climatique. Elle chercherait à énoncer une visée : celle, bien sûr, d'un monde débarrassé de toutes les nuisances pour l'environnement et pour l'homme, mais aussi, celle qui énoncerait que les choix de société doivent être des choix de la société.

Ce mardi soir, allait-on avoir un plaidoyer antinucléaire, réclamant d'en sortir au plus vite ? Une démonstration de bonne gestion par les autorités compétentes ? Un exposé pour documenter les points de vue et que chacun se fasse son opinion ? Ce fut un peu de chacun de ces scénarios. Et on a surtout perçu l'enjeu central d'une rupture démocratique.

Outre les exemples édifiants médiatisés dans la dernière période, on souligne la démonstration d'opacité que viennent de faire les dirigeants de l'industrie nucléaire et la secrétaire d'Etat à l'écologie, Chantal Jouanno : les dirigeants d'EDF et d'AREVA indiquaient cette semaine que les déchets radioactifs envoyés en Russie étaient destinés à être retraités, c'est-à-dire enrichis avant de revenir en France, tandis que la ministre du développement durable parlait devant l'Assemblée nationale d'un « manque d'éléments » et pour cause : il semble que la plus grande partie reste en fait en Russie, et qu'EDF et AREVA jouent à faire passer ces matières radioactives pour des « matériels » - et non comme des déchets - afin de s'autoriser à les exporter hors de l'Union européenne.

Et l'on vient d'apprendre qu'un incident de niveau 2 au CEA de Cadarache, datant de juin dernier, vient d'être signalé à l'Autorité de sûreté nucléaire ! Aussi sourit-t-on quand les dirigeants de l'industrie nucléaire parlent aujourd'hui, comme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'AREVA, d'un « *manque de transparence historique* » (sous entendu appartenant au passé), du « *droit de savoir* » et du nécessaire « *débat* » car il n'existerait « *pas de tabou* » ! Et encore faut-il souligner que les postures publiques d'aujourd'hui sont le résultat direct de l'action politique menée depuis 30 ans par des acteurs de la société civile.

La démocratie donc... mais cela n'épuise pas la question. Les uns pensent que le défaut de transparence est consubstantiel au choix de recourir à l'atome, qu'un choix démocratique vraiment éclairé l'aurait nécessairement banni ; d'autres pensent qu'une démocratisation radicale est possible, aboutissant à un choix partagé. En réalité, le débat ne fait que commencer : est-il permis d'écrire que personne ne sait à quoi aboutirait un débat public digne de ce nom, c'est-à-dire dont le peuple n'aurait été dépossédé par personne ?

● GILLES ALFONSI

*Déchets, le cauchemar du nucléaire*, de Laure Noualhat et Eric Guéret, 2009.

# Grippe A

## Politiser l'antivirus

Profitons du fait que la menace d'une grave pandémie de grippe semble s'éloigner (provisoirement ?) pour reposer la question des solidarités, des libertés, du contrôle public en cas de crise sanitaire. La politique passe aussi par là.

La grippe A n'a pas fait -dans sa première vague- les dégâts redoutés. Tant mieux. Le virus apparaît moins virulent, moins dangereux que prévu. Les statistiques viennent de tomber : la grippe A est 3 fois moins mortelle qu'une grippe saisonnière.

Du coup, on se mobilise contre le vaccin qui serait dangereux. Une plainte vient même d'être déposée à l'ONU pour tentative de génocide en lien avec ce vaccin ! Moins extrême mais très répandu, le scepticisme s'installe sur la gravité de la menace. Même les personnels de santé rechignent à se faire vacciner. Les critiques contre ce qui apparaît comme l'intox de l'automne vont bon train. Information systématique dans les médias de masse, prévention dans les écoles, mise en place de plan pour la poursuite de l'activité dans les entreprises et les services publics : tout ceci serait excessif et artificiellement gonflé pour nous détourner des vraies questions,

pour gripper nos défenses contre les mauvais coups sociaux. Succès de la fête de l'Huma 2009, le tee-shirt qui engageait à « stopper la grippe capitaliste » se déployait sur des milliers de poitrine. Profitons de ce moment de sérénité pour reprendre la question. Et pour commencer redisons que les scientifiques sont unanimes pour dire que nous vivons sous une menace de pandémie grippale très dangereuse. Les annales de la médecine recensent une pandémie de grippe trois fois par siècle. La gravité de ces pandémies est variable – entre 20 et 40 millions de décès en 1918 (grippe espagnole) et un million en 1957

et 1968. Chaque pandémie évolue en deux ou trois vagues successives d'environ deux à trois mois, avec des intervalles de quelques mois. L'OMS est formelle : « Depuis 1968, date de la dernière pandémie (...) le monde n'a jamais été aussi proche d'une pandémie ». Des médecins, parmi les plus éminents ont fait acte citoyen et se sont engagés pour informer le plus largement les populations. « Il n'y a pas de fatalité. La catastrophe est annoncée, mais ses conséquences seront toutes différentes si une politique raisonnable et pragmatique est décidée et menée ; ou si, au contraire, l'incurie et l'indifférence nous laissent désarmés face à la menace. Peut-être même ne se passera-t-il rien. Mais les indices, unanimement reconnus

**« La chasse aux boucs émissaires est systématique face à une pandémie. La peur donne lieu à des comportements irrationnels »**

**Armelle Debru, historienne de la médecine**

par la communauté scientifique internationale, sont suffisamment inquiétants pour faire craindre le pire. Il est donc impératif de se tenir prêt, de décider des mesures à prendre et de les mettre en œuvre pour l'affronter. »

En fait, ce dont nous souffrons c'est que la question de la grippe n'a été abordée que par le biais de la prévention et de l'hygiène. La solution hydro-alcoolique a connu un franc succès. Beaucoup moins les débats politiques. Le ministère de la santé a piloté seul la campagne destinée au grand public. Et à l'exception notable de l'appel publié par Libération en septembre (encadré ci contre), les acteurs

de la vie sociale, politique ne se sont pas saisis du sujet pour animer un débat à la mesure des enjeux posés. Le manque à gagner pourrait être lourd, pour les libertés publiques, pour les populations les plus marginalisées, pour le sud. « La chasse aux boucs émissaires est systématique face à une pandémie. La peur donne lieu à des comportements irrationnels, liés à l'ignorance des voies de transmission » rappelle Armelle Debru, historienne de la médecine. La lutte contre la pandémie de grippe A « ne pourra se résumer à une seule réponse technique (...) une seule riposte technico-médicale », écrivent les signataires de la pétition « Notre souci : préserver la démocratie ». « C'est aussi la solidarité, l'aide, le souci de l'autre qui permettent d'éviter les emballements, les dérapages, les exclusions en tout genre ».

A côté des moyens et de leurs répartitions arrivent immédiatement d'autres questions.

1. Qui va fabriquer médicaments et vaccins ? Quand les enjeux financiers et de survie sont à ce point élevés, il est légitime d'engager la responsabilité publique. La proposition d'un pôle public du médicament devrait être poussée... pour sortir le Tamiflu et le vaccin de la sphère marchande. Ce pôle pourrait également contribuer à la production de gélules en direction des pays défavorisés, ou contribuer à leur production dans les autres pays.

2. Ce contrôle public ne peut être seulement national ou même européen. Il faut aussi se poser la question d'une instance internationale sous l'égide de l'ONU. L'absence d'une structure médicale et

sanitaire internationale opérationnelle se révèle funeste à chaque accident majeur type tremblement de terre, inondation ou tsunami. A chaque fois on y déplore la mauvaise coordination des interventions. La menace de pandémie confirme et amplifie encore le besoin.

**3.** Cette menace de pandémie révèle une nouvelle fois les changements radicaux d'échelle. Donner vraiment une chance au Sud de sortir du sous-développement est désormais une condition vitale pour le Nord. Si le Sud n'a pas les moyens de lutter contre la maladie, c'est la planète entière qui en souffrira.

**4.** Une politique de prévention et de soins dans le cas des grandes contagions servira de révélateur de la politique sociale en général. Sans-papiers, sans-domicile fixe, précarisés extrêmes risquent d'échapper à cette prévention. Il faut sortir des situations de non-droit.

**5.** La démocratie et l'information sont des conditions de l'efficacité. Dans l'entreprise, dans les collectivités territoriales, les mesures de prévention et de préparation doivent être débattues avec tous.

**6.** Les libertés individuelles et publiques ne peuvent être les victimes collatérales d'une épidémie. Le Syndicat de la magistrature (SM) a dévoilé un plan secret préparé par la Chancellerie pour assurer la continuité de la justice en cas de pandémie de grande ampleur: huis clos, juge unique, absence de débat contradictoire, prolongation des détentions provisoires sans audience ni débat, mineurs jugés en correctionnelle, délais de prescription suspendus etc. Une «justice d'exception».

**7.** Il faut relancer le système de santé français qui rencontre de grandes difficultés à faire face à l'ordinaire par manque de moyens humains et matériels... On

imagine mal une situation de crise. Il faut d'emblée surseoir aux fermetures de lits et même en rouvrir.

Il est encore temps de parler. On pourrait même profiter du calme actuel pour faire avancer quelques idées.

#### ● CATHERINE TRICOT

*Cerises* signale le « *Petit manuel à l'usage de ceux qui vont attraper la grippe (et les autres)* » par Gerard Chauat et Patrick Silberstein- Editions Syllepse. 122 pages- 7 €. **Vingt questions et vingt réponses pour comprendre la réalité du virus A/H1N1. Un petit manuel d'éducation populaire à l'usage de ceux et celles qui vont attraper la grippe et qui vont la combattre.**



## LIBERTÉS GRIPPÉES

**Ils sont médecins, chercheurs, responsables d'ONG, politiques ou responsables syndicaux... une quarantaine de personnalités signent un manifeste pour condamner les effets secondaires sur les libertés, dans la gestion d'une éventuelle pandémie de grippe A.**

«Nous, politiques, syndicalistes, chercheurs, médecins, associatifs, tous signataires de l'appel, demandons aux pouvoirs publics d'ouvrir au plus vite le débat.

«La lutte contre la pandémie de grippe A ne pourra se résumer à une seule réponse technique, agrémentée de choix individuels. Elle doit être une réponse collective. L'histoire a tranché. Une pandémie n'a jamais été vaincue par une seule riposte technico-médicale aussi fine soit-elle. C'est aussi la solidarité, l'aide, le souci de l'autre qui permettent d'éviter les emballements, les dérapages, les exclusions en tout genre.

«Quelle que soit la force de la pandémie, ce sont les plus démunis, les plus isolés, les plus fragiles qui se retrouveront sans défense face à ce virus. Les pandémies ont toujours agi comme un reflet des trous noirs d'une société. Des enjeux éthiques importants peuvent se poser brutalement, mettant en danger les libertés de chacun. Des mesures dérogatoires pourront être prises.

«Se pose cruellement la question de la solidarité internationale, en termes d'accès aux traitements et bien sûr d'accès au vaccin. Alors que l'on évoque l'accès universel à la santé, aucune initiative internationale n'a été à ce jour réellement lancée pour relever ce défi.

«Au-delà des questions nécessaires du vaccin, des

stocks d'antiviraux, des gestes barrières, il y a urgence à mobiliser la société autour de ses valeurs. Les décisions ne doivent pas être prises dans un cénacle d'experts. Le débat doit s'ouvrir sur les enjeux humains et sociétaux des stratégies de lutte contre la pandémie. Avec un souci : préserver les règles de la démocratie dans la gestion de cette crise.

«Face au risque, encore hypothétique, de l'arrivée massive de ce virus, nous appelons à sortir de nos réponses toutes faites, à casser les barrières, à ouvrir les initiatives, à mobiliser l'énorme tissu associatif. Nous appelons, chacun et les pouvoirs publics en premier chef, à en débattre. Et à mettre au premier plan de la riposte collective, la solidarité.»

Cet appel a été déjà été signé par des médecins et chercheurs:

Françoise BARRE-SINOSSI, prix Nobel de Médecine, Willy ROZENBAUM, Gilles PIALOUX, Jean-Philippe DERENNE, André GRIMALDI, (...) Emmanuel HIRSCH, Marie de HENNEZEL.

Par des politiques et des syndicalistes : Martine AUBRY, Noël MAMÈRE, Cécile DUFLOT, Michèle RIVASI, Marie-George BUFFET, Olivier BESANCENOT(...) Jean-Louis BORIE (Syndicat des avocats de France), Emmanuel PERREUX (Syndicat de la magistrature, Antoine LAZARUS (Groupe information-prison), François CHÉRÈQUE (CFDT), Alain OLIVE (Unsa), Annick COUPÉ (Solidaires), Gérard ASCHIERI (FSU).

Par des responsables d'ONG et d'associations : Olivier BERNARD (Médecins du Monde), Marie-Pierre ALLIÉ (Médecins sans frontières), Rony BRAUMAN, Stefania PARIGI (Samu social), (...)

## Rosa Luxemburg : à l'eau de rose ?

Certains histoires enfouies reviennent comme un boomerang avec comme bruit de fond l'envie de comprendre une trajectoire. C'est le cas avec la révolutionnaire Rosa Luxemburg. On la croyait enterrée à Berlin depuis 1919 mais le cadavre de « Rosa la Rouge » (« Rosa la Sanguinaire » pour les réactionnaires) pourrait avoir été retrouvé. Un mystérieux corps de femme a en effet été découvert dans le cercueil en bois d'une pièce souterraine de l'Institut médico-légal de l'hôpital de la Charité à Berlin. Il présente, selon *der Spiegel*, des « similitudes stupéfiantes » avec celle qui prônait la grève politique des masses contre la guerre de 14-18 et la bourgeoisie.

A Berlin, chaque année, des milliers de personnes se rendent sur la tombe de cette théoricienne du marxisme et militante antimilitariste, le jour anniversaire de sa mort. Certains parlent de « pèlerinage » auprès de « l'icône » assassinée du socialisme allemand. Les mythes révolutionnaires

auraient donc leur part de religieux ? La Fondation Rosa-Luxemburg, proche de Die Linke, a exprimé sa « consternation » face à la macabre découverte et a appelé le gouvernement à clarifier l'affaire au plus vite.

Cette femme, créatrice du mouvement spartakiste, aile gauche révolutionnaire et antimilitariste du SPD, dont elle était adhérente, a toujours été jugée dangereuse. La guerre de 1914 est soutenue par les députés SPD. Infatigable militante contre la guerre et les compromissions des sociaux-démocrates, à sa sortie de prison (où elle avait été conduite pour pacifisme), elle participe à la fondation du Parti communiste allemand (KPD). Tuée le 15 janvier 1919 par la milice paramilitaire du gouvernement social-démocrate allemand, son corps est jeté dans un canal à Berlin. Cet assassinat (comme celui de Liebknecht), et plus largement la répression anti-révolutionnaire, scellèrent la rupture entre SPD et communistes.

Rosa Luxemburg et Karl Marx ont en commun de revenir au goût du jour. Au-delà de la critique de la forme non démocratique du « communisme » du 20<sup>e</sup> siècle, elle symbolise à la fois une version non bolchevique du communisme et la persistance de l'hypothèse communiste. Luxemburg et Lénine se



sont opposés, concernant notamment l'organisation et la discipline du parti révolutionnaire comme sur la « spontanéité » des masses. Rosa Luxemburg accueille avec enthousiasme la révolution de 1917. Visionnaire et lucide, elle écrit : « *La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.* » (*La révolution russe.*)

L'écriture justement. Au rayon premier choix : un livre paru au Temps des Cerises avec des lettres<sup>1</sup>, extraites de la correspondance de Rosa Luxemburg en prison (1915-1918). Ses écrits de prison, sous le pseudonyme de Junius, serviront de base au programme spartakiste.

Rosa Luxemburg naît en Pologne en mars 1871. A Paris, ce même mois, la Commune se lève. Hasard ? Le théâtre de la Commune à Aubervilliers a donné un spectacle intitulé *Rosa, la vie*, réalisé lui aussi à partir de lettres de prison<sup>2</sup>. De cette série, choisie par Anouk Grinberg, celle-ci indique qu'« il y est peu question de politique ». Un choix

en faveur de la sensibilité de l'écrivain Rosa Luxemburg, plutôt qu'en faveur de la vigueur de sa pensée. Pourquoi pas ? Quant à Edwy Plenel, il parle d'une « oeuvre de piété et de pitié ».

Le spectacle ? Sur scène d'Anouk Grinberg lit plus qu'elle ne joue. En plus d'une absence de mise en scène, d'une régie son et lumière réduite à un cui-cui d'oiseau et à une table éclairée, je n'ai jamais vu quelque chose d'aussi pleurnichard. Anouk Grinberg ne nous émeut pas : elle nous déprime. Elle préfère la corde de la sensiblerie à l'émotion. La comédienne, dont la voix est sur le souffle, adopte des positions christiques les paumes de main levées vers le ciel. Sa Rosa Luxemburg est à l'eau de rose. On retiendra de son héroïne qu'elle s'émeut des mésanges, sauve une guêpe de la noyade, est bouleversée par la maladie de sa chatte Mimi, souffre avec un buffle au bord d'un chemin. Je n'aime pas qu'on maltraite les animaux – c'est primaire ou infantile – mais tant de mièvrerie consterne.

Alors Rosa : bonne copine, bonne sœur ou Brigitte Bardot de la révolution ? C'est au choix.

### ● PHILIPPE STIERLIN

<sup>1</sup> *Lettres choisies de Rosa Luxemburg* - préface de Jack Ralite - textes traduits et présentés par Gilbert Badia - éditions Le Temps des Cerises - 2006 - 15 €

<sup>2</sup> *Rosa, la vie - Lettres de Rosa Luxemburg* - traduits par Anouk Grinberg et Laure Berardi - introduction d'Edwy Plenel - éditions de l'Atelier - 2009 - 25,50 €

## Manifestation nationale pour les droits des femmes (rappel).

Elle se déroule ce samedi 17 octobre à 14 h, départ Place de la Bastille (Lire le site : <http://www.mobilisationdroitsdesfemmes.com/>). La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) donne rendez-vous à 14 h à l'angle du boulevard Richard Lenoir et de la place de la Bastille.

## Mobilisation pour La Poste, suite

Après le succès de la votation citoyenne (plus de 2,3 millions de participants), le Comité national contre la privatisation de La Poste, qui regroupe de nombreuses associations, syndicats et forces politiques, lance une campagne sous la forme d'une carte-pétition adressée à Nicolas Sarkozy. Elle exige notamment le retrait du projet de loi, qui doit être examiné par le Sénat début novembre. Une semaine de mobilisation est prévue du 31 octobre au 7 novembre, qui débutera par des rassemblements devant les bureaux de Poste.

## Stage

Le Maire de Nanterre, Patrick Jarry, a indiqué jeudi 13 octobre qu'il sera candidat à la présidence de l'EPAD de la Défense, dont le petit-fils de Napoléon, Jean Sarkozy, s'est porté acquéreur en début de semaine. L'édile de Nanterre n'a pas précisé s'il serait prêt à accueillir le petit Jean pour un stage dans le cadre de sa 2<sup>e</sup> année de droit.

## Réunion de la Fédération.

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) réunit son collectif d'animation na-

tional les 17 et 18 octobre. Les travaux auront lieu le samedi de 17 h à 21 h, après la manifestation pour les droits des femmes, et le dimanche de 9 h à 13 h. Ils auront lieu dans la salle du conseil municipal de Saint-Denis (ligne 13, arrêt Saint-Denis basilique).

## Tribune de Patrick Braouezec.

Dans un texte intitulé « Vision d'une région et d'une métropole populaires, solidaires, écologiques » publié par *l'Humanité*, le député de Seine-Saint-Denis souligne notamment : « *L'offensive de Nicolas Sarkozy pour reprendre en main les pouvoirs en matière de transport et d'urbanisme correspond à la vision d'une métropole mondialisée fondée sur la compétition forcée entre les territoires. Elle laisse de côté une grande partie de la population, sacrifie l'emploi et esquivé la crise écologique. Une autre vision est nécessaire, celle d'une région et d'une métropole populaires, solidaires, ouvertes, démocratiques, écologiques, dynamiques et citoyennes. (...) Il est impératif de réussir ce rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique avec une vocation majoritaire. L'ambition est de le réussir pour exercer des responsabilités politiques institutionnelles sans séparer le moment des luttes et le moment des urnes. L'objectif est donc de contribuer à rassembler au premier tour toutes celles et tous ceux qui sont sur une perspective de transformation : le Front de gauche avec le PCF, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, le NPA, des réseaux militants comme la Fédération, des militants des quartiers populaires et des mouvements sociaux, mais aussi des militants du PS ou des Verts qui réfutent toute alliance avec le MoDem. Plus largement, elle est de donner la parole aux habitants. (...) Le temps est compté. Toutes celles et tous ceux que cette perspective motive doivent débattre dès à présent du contenu des politiques à développer en Ile de France, des propositions novatrices pour une région et une métropole solidaire, écologique et démocratique ».*



Pour recevoir *Cerises*  
chaque semaine,

merci d'envoyer un message à :

[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

en indiquant vos noms, prénoms, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*.

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
Noyau: Gilles Alfonsi, Catherine Tricot  
Queues de *Cerises*: Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Arnaud Viviant.